

moi et pompidou

Première Partie

sur la conférence de presse
du vingt-et-un janvier 1971

Dans la Série Dossiers pour l'Effacité.

s k r i d

STUDI + LABOUR

nantes 1971

collection à dossier ouvert

Erwan Yaouank

moi et pompidou

Première Partie

sur la conférence de presse
du vingt-et-un janvier 1971

Dans la Série Dossiers pour l'Efficacité.

s k r i d

STUDI + LABOUR

nantes 1971

collection à dossier ouvert

MOI ET POMPIDOU. Pourquoi ce titre? Décidé le 23 Janvier 1971. Moi au pluriel car je veux parler au nom de silencieux - l e s vrais les purs les honnêtes qui méprisent en se taisant ; et , plus encore, les malheureux absorbés par des soucis immédiats, lesquels ne leur permettent pas de se préserver eux et leurs enfants des dangers d'une propagande qui s'avère condamnable dans son ampleur son intensité et ses moyens ! Ici ce n'est plus la dignité d'un chef d'Etat qui s'exprime, c'est l'idéologie d'un groupuscule qui s'appuie - sans manquer de les invoquer sur de peu nombreux militants dont les uns sincères les autres opportunistes fort intéressés - mais sur la "majorité-- --silencieuse". Or la majorité silencieuse de tous les temps et de tous les pays du monde n'a jamais été illustré de façon plus édifiante que par cette foule parisienne de 1944-1945 applaudissant avec une égale frénésie Pétain puis De Gaulle, et ceci à seulement quelques jours d'intervalle.

E. Y.

24 I 1971

Y. Bessandres dans son éditorial de "Ouest-France" quotidien Rennais tirant jusqu'à 800 000 exemplaires, en date du 22 I 1971 souligne au troisième alinéa que le président se considère "responsable devant le peuple seul" qui l'a élu. Or quel peuple n'est pas écrasé et stérilisé dans le jugement par une propagande aussi intensive que celle pré-électorale que nous avons connue pour le nouveau président. De Gaulle appelait cela les veaux, ainsi Hitler a atteint les plus hauts sommets qui l'ont mené à l'abîme... et ses "veaux" avec lui - alors que l'élite humanitaire et les coeurs les plus élevés en Allemagne émigrait se terrait ou mourait. Le cas extrême cité, doit mettre en garde sur les dangers d'un "guide" même de type assez libéral du président ici en cause : De Gaulle lui-même n'en était pas préservé et les bandes armées qui auraient attenté à sa vie pouvaient d'autant mieux sur un tel terrain installer un guide führer ducce ou caudillo voire colonel-à-la-grecque !

(notes E.Y.)

Le même éditorialiste, à la fin du quatrième alinéa, parle d'un ministre européen au sein de chaque gouvernement de l'Europe, ministre "qui, progressivement, pourraient même agir indépendamment de leurs propres gouvernements". En de ses propres collègues, et du Premier Ministre ou du Président du Gouvernement ? - serait-ce concevable? Quant aux décisions européennes ne pouvant être agréées que votées à l'unanimité, voilà une conception qui retombe dans tout ce qui neutralise l'action de l'O. N. U., qualifiée indignement d'ailleurs de "machin" par De Gaulle. Pompidou a donc parlé en cela diplomatiquement, mais fort négativement ; et, tout autant, même négation du sujet au regard de la Grande-Bretagne, des Organisations Européennes. Y. Bessandres déclare "Mais ce désir d'aplanir et de gouverner les difficultés amène aussi M. Pompidou à se dérober parfois", voilà l'essentiel du reproche cent fois fondé à adresser au Président. Oui, car survivre en équilibre peu sûr ne vaut pas bâtir dans l'honneur authentique de la dignité humaine. Si la démocratie a ses faiblesses, des Etats Scandinaves et de la France où sont les plus démocrates et à la fois les plus heureux? De la petite Norvège ruinée par la guerre, ou de la France trop souvent championne du bluff, où est le peuple le plus épanoui et celui qui connaît le sous-emploi en organisant odieusement les déportations de

population - démoniaquement voulues par Debré, par exemple - déportations dépourvues de toute justification et de la moindre excuse pour un technocrate des plus terre-à-terre même. Sans songer au bonheur des gens, oubliant la dignité humaine des populations.

Me référant à G. D., dans le quotidien Rennais du 22 I 1971 page 6 (six):

Se présentant le champion de la mensualisation des ouvriers, le président aurait-il involontairement omis les désavantages qui en résultent pour les intéressés. Troublant exemple - et non pas celui qui confirme la règle - de l'usine des Batignolles à Nantes en ce Janvier 1971. G. D. écrit aussi (cinquième alinéa) "C'est probablement dans le sens d'une plus grande participation aux bénéfices plutôt qu'à une extension aux petites entreprises que le chef de l'Etat souhaite étendre et assouplir l'ordonnance de 1967" - qu'en résultera-t-il des avantages notables aux grandes entreprises, des miettes aux salariés, l'ignorance voire le mépris de la moyenne affaire, ne parlons pas de la petite!... N'y relève-t-on pas des aspects néfastes du corporatisme pour la majorité, et des avantages pour fort peu: drôle d'esprit social!

Le caractère trop exclusif de propagande se dégage de cette conférence de presse du 21 Janvier 1971 frappe d'une éblouissante évidence. Un exemple (quotidien rennais, 22.I.71, rubrique de l'agriculture page 23) "Dans la demi-heure consacrée aux problèmes économiques, il y avait trop de questions à poser pour que les journalistes qui tentaient de se faire entendre puissent tous y parvenir".

Déplorons que la place nous manque pour un fac-similé de l'éditorial du quot. rennais du 23 Janvier.

De la même édition, page quatre:

L'Agence Soviétique Tass mentionne l'idée de la convocation d'une Conférence pan-européenne.

Le Chacelier Willy Brandt -qui luttait dans les rangs de la Résistance Norvégienne alors que la discrétion ou trop de modestie du Président Pompidou font ignorer le rôle alors joué par lui-même- voit des possibilités heureuses.

Surprise et réserve à Bruxelles.

Les anti-Européens britanniques se réjouissent des vues nationalistes d'ancêtres exprimées, visant à maintenir la souveraineté actuelle des Etats. D'où négation de l'idée européenne. Il reste les mots vides de sens.

Même journal, en page agricole:

D'un article de J.-C. W. - Le Centre National des Jeunes Agriculteurs, la Fédération Nationale des Exploitants Agricoles, la F. N. des Producteurs de Fruits, sont profondément déçus par la place faite à leur grave problème qui concerne des millions de ressortissants; et, la brève réponse sur le seul point de la profession regardant les manifestations viticoles du Midi contre les importations gouvernementales d'"importations inconsidérées en provenance de pays-tiers" de surcroît hors de la Communauté économique. La F.N.S.E.A. exprime ses sentiments très favorables à l'unité européenne, le chauvinisme ne vient donc pas de leur grand syndicat, mais des rétrogrades hexagonaux de la politique style XIXe siècle. Et pourtant le régime actuel n'est-il pas de toute la Communauté Européenne, le seul à avoir autorisé l'importation d'oeufs d'un pays de la C.E. où sévissait alors la peste? ne vend-il pas du vieux beurre et aussi de vulgaires graisses sous des appellations fantaisistes prêtant néanmoins à confusion, telle celle dite "beurre d'intervention". Peu élégants procédés qui mèneraient de simples citoyens directement en justice.

Quotidien rennais du 22 Janvier page quatre; et, du 23 Janvier; quotidiens nantais du 22 Janvier 1971 :

Attitude étudiée d'un jeune artiste dramatique qui a réalisé quelques progrès récents, volonté de charmer son auditoire. Niaiseries de quelques questions pour servir le Président en lui donnant du temps à réflexion.

page 4 :

fin de l'alinéa (Paul Béguier): "Ce sont les questions qui n'ont pas été posées qui me font dire, maintenant, que cette conférence de presse aura été assez décevante: le chômage des jeunes, le malaise de l'agriculture, les travaux d'équipement sont restés dans la bouche et sur les carnets de bien des 300 journalistes présents à l'intérieur des ors et des pourpres d'un salon pris sur la grande salle de réception de l'Elysée".

L'optimisme de Pompidou ne suffira pas à transformer ses rêves en réalités

Des propos rapportés à l'auteur :

L'interminable conférence passée à la télévision, puis répétée, des passages re-re-diffusés! puis des comptes-rendus interminables tout autant! Information à un peuple majeur, ou, propagande intensive?

"La France a des dettes envers la Bretagne". (Charles de Gaulle).

La Ve République a le choix : ou la déportation des populations actives, ou la solidarité hexagonale. La Bretagne souveraine avait l'un des niveaux de vie les plus élevés d'Europe, alors que dans le haut Moyen-Âge la France connaissait la vente des serfs la Bretagne n'avait que des hommes libres, préparé depuis des siècles par les souverains bretons Nantes a été le premier port d'Europe. Qu'en a fait la France, malgré tous les efforts régionaux et locaux?

De tout un peu...

Les réponses seront publiées en un dossier complémentaire commenté par l'auteur, pour tout argument valable loyalement présenté. Ici, le stade de tribune libre se veut constructif : aux partenaires, du plus modeste au rang le plus élevé d'un Etat, de savoir agir sincèrement dans le respect d'autrui.

Disposition des coupures de presse fac-similé.

Page 7 Plan du discours présidentiel, selon les quotidiens nantais L'Eclair et Presse-Océan éditions du 22 I 71. Toujours dans la Iière colonne, le texte au bas, il s'agit de la conclusion de l'éditorial signé Yves Bressandes, in-Ouest-France du 22 I 1971.

Colonne deux :

Texte un : Fac-similé d'un extrait de l'éditorial de Paul Bégurier, de Ouest-France.

Quand des C.O.D.E.R. groupent de façon incohérente des départements, ceci est néfaste pour l'ensemble dudit groupe et ses composants. Plus encore quand Pléven par exemple veut faire avaler à De Gaulle une couleuvre du genre "C.O.D.E.R. de Rennes, interlocuteur valable pour traiter au nom du peuple breton". Le nom trahison ne serait pas trop fort, s'il s'agit réellement des faits.

Puisse le 3e pavé (fac-similé/page 4) rappeler au régime que des élections anticipées seraient mille fois justifiées d'extrême urgence, si l'on en croit maints observateurs de toutes opinions - en ce qui a trait à l'île de la Réunion.

Le dernier article, extrait de page 4, O.F.

Page 9 Pour tout cette page, fac-similé du quotidien rennais du 22 I 1971, page 4.

La Iière colonne débute par les Affaires Etrangères.

Dans la 2e colonne, faire triompher la Paix, voila bien sûr le plus frappant argument sur le peuple. Tous les chefs d'Etats proclament cette volonté... combien y sacrifieraient non seulement pas leur vie mais pas même leur orgueil! Comment ne pas se souvenir du "Fais ce que je dis mais pas ce que je fais". Et pour la France en particulier, l'expérience ne démontre-t-elle pas - malheureusement à l'évidence - qu'elle prêche autant volontiers la paix et la morale, la justice et la liberté, chez les autres qu'elle les néglige chez elle. Et qui plus est, parfois dans conditions rigoureusement pareilles.

Suivent les sujets socio-économiques; qui continuent en 3e colonne, laquelle parle brièvement élections.

4e et dernière colonne. Elle débute par le régionalisme. Puis citations sur la laïcité : pour comprendre la pensée intime du Président, il nous revient en mémoire la réflexion (peut-être tendancieuse, ou peut-être inexacte?) d'un interlocuteur nous déclarant "Pompidou allait-il à la messe avant la période pré-électorale? ou seulement depuis?". Une conversation à ce moment précis serait troublante. Enfin, un chef-civil ou religieux- n'est pas forcément un saint et Shakespeare a su le dire bien avant nous. Quelques réactions de personnalités diverses.

Page II Réactions de personnalités d'opinions différentes. La page entière reproduit des extraits des quotidiens nantais L'Eclair et Presse-Océan du 22 Janvier 71.

Les trois pages suivantes à numéros impairs sont des montages fac-similé des quotidiens parus le lendemain du discours du Président de la République française.

Nous classons la page en regard, en deux colonnes de façon à faciliter la lecture de nos commentaires et de report de l'une à l'autre des deux pages:

colonne un encadré sur trois côtés, le résumé-index-plan du discours selon les quotidiens Nantais;

le texte au-dessous, ainsi que la totalité des textes de la deuxième colonne de ladite page, et également l'ensemble des deux pages 'impaires' suivantes, sont du quotidien Rennais. Pour ce dernier, toutes les informations et extraits de ce discours figurent ici dans leur intégralité - afin d'exprimer une présentation réellement objective.

Reports à la page en regard,

Colonne I, Texte I : L'EUROPE pompidolienne? Un monstre anti-fédéral, dans l'esprit contre-nature hexagonal.- SÉCURITÉ? à la française...- GRANDE-BRETAGNE, MOYEN-ORIENT, Les hexagone-ries ont ceci de commun à tous les régimes politiques français ((se montrer les défenseurs de la morale, de la justice, de la Liberté, chez les autres! autant de vertus qui se métamorpho-sent en graves défauts voire en vices lorsqu'identiques ils se heurtent au national-impérialisme parisien.- PÉTROLE, avec cet autre (l'Algérie) il y a des obligations réciproques. Malgré son intelligence supérieure G. Pompidou semble oublier ou même être victime soi-même du défaut fréquent rappelé par "la poutre dans l'oeil et le brin de paille".- MÉDITERRANÉE, les USA sont loin, c'est une sortie naturelle pour l'URSS du sud.- AC-TIONNARIAT, invention française? que le président illustre par le cas Renault. Hitler l'a fait avant lui pour Volkswagen. Le corporatisme?- EMPLOI, Puissent ces paroles démentir les propos démoniaques de Debré-la-politique pour "peupler le centre de la France en développant le sous-emploi en Bretagne".- IN-FLATION! PRIX! L'optimisme du président ne peut pas être partagé par son peuple, ça se comprend, dans son fort-intérieur il doit l'admettre. L'intelligence et le patriotisme du 'chef' avait pour impérieux devoir d'interdire la hausse de l'essence (tarif parmi les plus scandaleusement élevés du monde) et des divers services postaux, des impôts, et partout là où l'État témoigne du plus mauvais exemple tout en nuisant à long terme plus encore au pays tout entier.- VIe PLAN, optimisme malheureusement loin de la vérité-absolue, quant à l'économie qui a "au moins autant pour objet le bonheur des hommes que leur richesse" c'est une interprétation qui arrange bien les gens bien-en-place, si elle manque d'originalité elle n'en attire pas moins maints commentaires que nous regrettons vivement ne pouvoir donner dans ce dossier faute de place.- CONTRAT, peuple et dirigeants, méfiez-vous des risques et de possibles irréparables résultats.- INTÉRIEUR, RÉGIONS, se reporter deux pages plus loin).- MUNICIPALES, Tantôt le régime les veut "en dehors de toute considération politique" tantôt il y fait participer avec une lourde insistance ses plus éminents du parti au pouvoir. En ce qui concerne l'"ouverture" elle s'avère exclusivement vers la seule droite qui a toujours manifesté pour le moins ses sympathies aux acteurs des différentes tentatives d'assassinat de De Gaulle.

Voici, en bref, les principales déclarations du président Pompidou :

◆ **EUROPE.** — Le Gouvernement de l'Europe ne peut sortir que de la réunion des gouvernements nationaux prenant des décisions valables pour tous... S'agissant de l'Union Economique et Monétaire l'esprit de La Haye consiste à s'engager résolument dans la première étape, plutôt que dans des discussions théoriques sur ce qui se passera en 1980.

◆ **SECURITE EUROPEENNE.** — On ne peut imaginer que la conférence sur la sécurité européenne se réunisse avant que l'on ait fait des progrès « sur la question de Berlin ».

◆ **GRANDE-BRETAGNE.** — La France souhaite l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun et y croit. Mais cela dépend d'abord des Anglais. Les Anglais ont trois qualités : l'humour, la ténacité et le réalisme. Il m'arrive de penser qu'on en est encore au stade de l'humour. La ténacité va suivre et j'espère que le réalisme suivra.

◆ **MOYEN-ORIENT.** — Nous avons toujours maintenu le droit pour l'état d'Israël d'exister à l'intérieur de frontières sûres et reconnues et l'obligation pour Israël de se retirer des territoires occupés après la guerre des Six Jours.

Le problème du peuple palestinien « doit se régler par la libre consultation des populations le jour venu ».

◆ **PETROLE.** — La négociation franco-algérienne ne peut ignorer la conférence de Téhéran, mais elle n'en dépend pas. En tout cas, elle n'en dépend pas exclusivement.

◆ **POLITIQUE MEDITERRANEENNE.** — Garder la Méditerranée à l'écart du duel des deux grandes puissances atomiques est une donnée constante de toute politique française.

◆ **ACTIONNARIAT.** — Après l'actionnariat à la Régie Renault que j'ai préconisé, j'ai l'intention d'étendre cet actionnariat à toutes les entreprises nationales du secteur concurrentiel.

◆ **EMPLOI.** — Je crois que les statistiques de décembre marqueront un arrêt sur les courbes des mois passés ».

◆ **INFLATION.** — Notre situation de départ est objectivement bonne. Il n'y a que les Français pour ne pas en être sûrs...

◆ **PRIX.** — On ne pourra pas éviter une certaine hausse mais elle sera moins prononcée qu'en 1970.

◆ **VI^e PLAN.** — On pourrait imaginer un taux d'expansion plus élevé. Mais aller trop vite, c'est de la souffrance que l'on fabrique l'économie a au moins autant pour objet le bonheur des hommes que leur richesse.

◆ **CONTRAT.** — C'est à la fois le meilleur et le pire. Le pire si cela entraîne une espèce de circuit d'inflation, le meilleur, si cela assure aux travailleurs un minimum de croissance de leur pouvoir d'achat. C'est un pari, c'est à l'usage que l'on pourra apprécier sa valeur.

◆ **POLITIQUE INTERIEURE.** — Je ne reconnais à personne le droit de critiquer ma politique au nom du Général De Gaulle. Je tiens ma légitimité de l'élection libre du peuple français devant qui, seul, je suis responsable.

◆ **REFORME REGIONALE.** — Je ne suis pas favorable à une assemblée régionale élue au suffrage universel. Le problème régional doit être tenu entièrement en dehors des élections municipales qui ne le concernent pas ».

◆ **MUNICIPALES.** — Il n'y a rien de plus important que la réconciliation des Français. Il y a intérêt à ce que tout le monde ne soit pas du même avis, et ce qui manque en France ce n'est pas tellement une majorité qu'une opposition.

Ainsi, on ne relèvera rien de très original dans les considérations politiques, d'ailleurs réduites à leur plus simple expression.

Mais il y a eu un dernier grand thème, la régionalisation, dont il faudrait penser qu'on fait à tort un « procès d'intention » au chef de l'Etat. Et il n'est pas négligeable qu'il affirme qu'un « échelon régional s'impose aussi ». Il reste cependant totalement arrêté sur l'idée de l'élection d'assemblées régionales au suffrage universel et cela continue à surprendre. Même si l'on admet qu'il refuse les « billevesées d'irresponsables », il définit partiellement un partage des responsabilités entre l'exécutif national et les autres communautés. Sur ce point, un débat devrait pouvoir s'instaurer.

Ce sont les questions qui n'ont pu être posées qui me font dire, maintenant, que cette conférence de presse aura été assez décevante : le chômage des jeunes, les malaises de l'agriculture, les travaux d'équipement sont restés dans la bouche et sur les carnets de bien des 300 journalistes présents à l'intérieur des ors et des porpres d'un salon pris sur la grande salle de réception de l'Elysée. L'on en vient presque à regretter la méthode du général de Gaulle qui était, avant toute réponse, d'enregistrer les questions et d'éliminer celles qui lui paraissaient ou sans intérêt ou, il faut le reconnaître, trop embarrassantes... (bien sûr, nul ne souhaite le retour au second volet).

Sur la régionalisation, M. Pompidou se défend d'être le conservateur que l'on dit parfois. Il rappelle que, comme Premier ministre, il a présidé à l'instauration de presque tout ce qui, dit-il, existe en France en matière régionale (région parisienne, délégitation à l'Aménagement du Territoire, C.O.D.E.R., missions économiques auprès des préfets régionaux...).

« Mais, dit-il, après avoir rappelé son discours de Lyon, il y a l'unité nationale à préserver. En matière régionale, des réformes sont à faire. Elles sont importantes. Le Gouvernement les prépare. Mais il ne faut pas entrer dans les billevesées de certains ».

Il énonce des matières où il ne peut y avoir de décision autre que de l'Etat lui-même (réseau autoroutier, carte scolaire, développement équilibré des régions, etc...).

« Il faut la consultation et la participation de tous, mais la décision appartient au Gouvernement ».

M. Pompidou ajoute sur ce point qu'il faut donner force aux cellules les plus proches de la population et que c'est pourquoi il accorde la priorité à la réforme communale et à la réforme départementale pour autant qu'elles sont nécessaires.

« Je ne suis pas favorable à une assemblée régionale élue au suffrage universel », dit encore M. Pompidou qui estime, par ailleurs, que le problème régional doit être tenu totalement en dehors du problème municipal.

LE CONSEIL D'ETAT vient d'annuler l'élection de quatorze membres de l'Assemblée territoriale du Territoire français des A.O.S. et des Issas — dénomination officielle de la Côte française des Somalis depuis la loi du 3 juillet 1967 — onze dans la circonscription de Tadjourah-Obock, et trois dans la circonscription d'Ali Sabieh. Le Conseil d'Etat considère notamment, dans ses attendus, que lors de la campagne électorale... une certaine quantité de denrées et de menus cadeaux ont été distribués par les candidats d'une des listes en présence ».

l'attitude que prendrait la France lors du prochain débat de l'O.N.U. sur l'abolition générale de la peine de mort, M. Pompidou a simplement répondu, après un silence : « nous verrons. J'ai eu l'occasion de dire que ce problème était particulièrement angoissant en France pour le président de la République. Mais, enfin, les choses ne se traitent pas aussi simplement. En tout cas, nous verrons ».

(suite de la précédente page paire)

Les propos auxquels ces lignes font suite ne sont point abstraits, réflexions intellectuelles, leur cadre se situe dans la volonté de recherche d'action pour un monde meilleur - chacun selon ses propres convictions pourra en tirer en conscience en vue de construire dans un esprit de tolérance et d'efficacité à la fois.

POLITIQUE INTÉRIEURE, En se recommandant du Général De Gaulle, G. Pompidou a eu tort. La réponse à cet abus, a été la démission de l'U.N.R. de personnalités parmi lesquelles le propre beau-frère de C. de Gaulle. Nous éviterons un caractère polémique en taisant ce qui mériterait d'être dit si nous n'avions pas en vue et pour but le seul intérêt supérieur du maximum d'hommes et une inébranlable volonté de bâtir sainement. Quant à "la légitimité de l'élection libre du peuple français" ce serait oublier les sommes scandaleusement inconsidérées mises sur les panneaux les édifices (parfois dégradés) les voies publiques les autos sillonnant les campagnes pour mettre en condition tout un pays. Du reste la "majorité silencieuse" Nixon dixit qu'est-elle en vérité sinon l'image des habitants de Paris en 1944-1945 qui à quelques jours de distance applaudissait aussi frénétiquement Pétain puis De Gaulle ?

RÉFORME RÉGIONALE, Sur ce terrain Pompidou trahit 100 pour 100 la volonté de De Gaulle. Voici un sujet sur lequel l'actuel président fera bien de reconsidérer rapidement son point de vue, la fessée que lui a administrée la famille De Gaulle n'étant qu'une caresse par rapport à ce qui adviendra dans un avenir qui ne saurait être lointain. Le national-impérialisme traditionnel de la France -monarchiste, républicaine, impériale- lui a valu des larmes du sang des guerres innombrables et douloureuses, plusieurs fois la ruine. Le phénix ferait bien de s'adapter à son temps, l'Union française s'est désintégrée au point qu'en quelques années De Gaulle a dû payer de l'Algérie les fautes de ses prédécesseurs, mais Paris tolère encore des "élections" comme celle de Debré à l'Île de la Réunion. Anti-fédéralisme interne et européen à la fois, maintenant, voilà le plus sûr moyen de ruiner et irrémédiablement cette fois ce que l'on veut en certaines sphères défendre! Qui aurait pu faire autant de mal à la France que les "va-t-en-guerre" de l'Algérie française lorsque le génocide ahurissant avait amené la révolte à tel point que la présence politique française y était à tout jamais perdue? Il n'y a pire sourd que celui qui ne veut point entendre, et pire sot que celui qui ne veut pas écouter autrui. La France du passé aura ce qu'elle mérite : à ses artisans de savoir et de vouloir, de ne plus agir contre nature à courte vue, d'œuvrer pour l'avenir!

Le dernier alinéa de la première colonne; à la deuxième, les alinéas un et deux; amèneront sûrement des commentaires de lecteurs particulièrement après lecture des lignes ci-dessus. Alinéa trois- Puissent toutes les malhonnêtetés électorales être vite réparées. Alinéa quatre- Douloureuse réponse qui dans sa forme est loin de grandir l'auteur de ses propos.

~~~~~  
Reports à la page ci-contre.

Les propos qui se voudraient européens nient indéniablement et sans appel tout esprit européen, ils sont la négation même. Le Gouvernement de l'Algérie par la voix d'un de ses ministres a aussitôt déclaré que les engagements n'étaient pas seulement de l'Algérie mais aussi de la France, que si celle-ci ne tenait pas les siens son pays saurait agir en conséquence.

(suite à la prochaine page paire)

« ...La querelle de la supranationalité est une fausse querelle. Si un jour la confédération européenne est une réalité, il faudra bien qu'il y ait un gouvernement dont les décisions s'imposent à tous les Etats qui en seront membres. Le problème c'est de savoir à partir de quoi, par quelles méthodes et sous quelles formes on parviendra à ce gouvernement. Qu'on puisse le faire à partir d'organismes techniques, de commissions, c'est une illusion, déjà balayée par les faits. Le gouvernement de l'Europe ne peut sortir que de la réunion des gouvernements nationaux, se mettant ensemble pour prendre des décisions valables pour tous. »

M. Pompidou : « le jour où il y aura un véritable gouvernement européen, il faudra qu'il y ait un véritable parlement européen. »

« L'esprit de La Haye, c'est à la fois une volonté et une méthode. Volonté d'élargir et d'approfondir une Communauté. Cette volonté, la France l'a, et je m'en

porte garant. Méthode, il s'agit de progresser dans les faits et non dans les phrases et de prouver le mouvement en marchant »

« S'agissant de l'union économique et monétaire, l'esprit de La Haye consiste à s'engager résolument dans la première étape plutôt que d'échanger des discours théoriques sur ce qui se passera peut-être à partir de 1980. »

« La France, répond M. Pompidou, souhaite toujours l'entrée de la Grande-Bretagne et elle y croit, mais bien entendu cela dépend d'abord des Anglais. On reconnaît volontiers aux Anglais trois qualités : l'humour, la ténacité et le réalisme. Il m'arrive de penser que nous sommes encore un peu au stade de l'humour. Je ne doute pas que la ténacité ne suive. J'espère que viendra aussi et triomphera le réalisme. Nous ferons tout pour cela. »

« Je continue à souhaiter que la préparation de cette conférence entre dans une phase active. Mais on ne peut guère imaginer qu'elle se réunisse sans que l'on ait fait au moins des progrès sur l'affaire de Berlin. »

« Je ne suis pas un diplomate, mais je ne suis pas non plus Mme Soleil (rires). Alors je ne peux pas vous donner une date. Mais au fond de moi-même, je pense que le plus tôt sera le mieux. »

« Une grande partie de notre approvisionnement pétrolier, remarque le président de la République, vient d'Algérie... Le problème algérien dépasse le simple aspect pétrolier... Nos négociations avec l'Algérie sont telles qu'elles nous obligent à regarder le problème pétrolier dans un contexte beaucoup plus vaste. L'affaire algérienne ne peut pas être totalement séparée de la conférence de Téhéran. On ne peut pas l'ignorer... Mais elle n'en dépend pas, et en tout cas elle n'en dépend pas exclusivement. Quant aux négociations avec l'Algérie, les deux gouvernements ont pris la décision depuis le début de garder le secret sur leurs délibérations, et par conséquent je ne romprai pas ce secret aujourd'hui. »

« Quant à vouloir me faire dire que nous sommes prêts à payer le pétrole à n'importe quel prix afin de surcharger l'industrie française pour montrer notre bienveillance particulière vis-à-vis de l'Algérie, il n'en est pas question. Nous sommes dans cette discussion, les uns comme les autres, soucieux de la coopération entre les deux pays, mais aussi chacun de ses intérêts économiques et politiques. »

« Il est normal, souligne le chef de l'Etat, que nous voulions être présents en Méditerranée, normal que nous cherchions à renforcer nos relations et nos amitiés avec tous les Etats qui bordent cette mer, normal que nous cherchions, là peut-être plus qu'ailleurs, à essayer de faire triompher la paix et de tenir la Méditerranée à l'écart du duel des deux grandes super-puissances atomiques. C'est une donnée constante de toute politique française raisonnable. »

Il est de l'intérêt de l'Espagne de s'ouvrir sur l'Europe et que la géographie, à tout le moins, la pousse à le faire par l'intermédiaire de la France. Et le crois, ajoute-t-il, qu'il est de l'intérêt de la France que l'Espagne rejoigne l'Europe, ne serait-ce que pour déplacer à mes yeux, heureusement, le centre de gravité de cette Europe.

« Pour toutes ces raisons, poursuit-il, je déplore que le gouvernement espagnol ait cru devoir faire rejaitir sur les relations entre les deux Etats l'irritation qu'a pu lui causer la présentation du procès de Burgos par tel ou tel organe d'information. »

« Nous avons toujours maintenu sur le même plan le droit pour l'Etat d'Israël d'exister à l'intérieur de frontières sûres et reconnues et l'obligation pour Israël du retrait de tous les territoires occupés à la suite de la guerre des six jours. »

Quant au problème palestinien, « il se règlera, il doit se régler par la libre consultation des populations le jour venu. Et je pense d'ailleurs que si la paix s'instaurait, c'est ce qui pourrait se passer, c'est du moins ce que m'a dit lui-même le roi Hussein de Jordanie. »

**L'INTERESSEMENT :** Le chef de l'Etat a l'intention « d'étendre et d'assouplir » encore l'ordonnance de 1967 qui a déjà donné lieu à « plus de 7.000 contrats d'entreprise et dont on percevra l'importance capitale dans trois ou quatre années. »

**L'ACTIONNARIAT :** « J'ai fait prévoir la distribution d'actions à la Régie Renault et j'ai l'intention de demander au gouvernement d'étendre l'actionnariat à toutes les entreprises nationales du secteur concurrentiel. »

**LA MENSUALISATION :** « C'est ce qu'on a fait de plus important pour la transformation de la condition ouvrière depuis la loi sur les congés payés de Léon Blum. »

**L'EMPLOI :** « Je pense et je souhaite que nous ferons tout pour qu'il n'y ait pas aggravation dans le domaine de l'emploi. Je crois savoir que les statistiques de décembre marqueront un arrêt de la course inquiétante du mois dernier. »

« Le monde occidental est en inflation, constate M. Pompidou. Peut-être même le monde oriental aussi. Mais, en tout cas, le monde occidental. C'est évident, puisque finalement l'année 1970 se solde, à peu près partout, par des hausses de prix de l'ordre de 5 %, ici un petit peu plus, ici un petit peu moins. Entre parenthèses, je crois deviner, ayant quelques informations, que l'indice des prix en France tend à se calmer, ce qui n'est peut-être pas l'impression de toutes les ménagères. »

« Pour 1971, notre situation de départ est objectivement bonne. Nous pouvons espérer une croissance d'activité convenable... Nous n'éviterons pas une certaine hausse des prix. Notre objectif sera que cette croissance soit moins rapide qu'en 1970. »

Sur le VI<sup>e</sup> Plan, M. Pompidou confirme : « Nous allons choisir un taux d'expansion qui sera aux approches de 6 %. Sans le nommer, il répond au patronat : « On pourrait probablement se fixer un taux plus élevé et on pourrait l'atteindre, et on pourrait peut-être même l'atteindre sans inflation, à une condition : c'est d'aggraver sérieusement la pression fiscale. »

Jé ne suis pas sûr que ceux qui réclament un taux plus élevé soient en même temps partisans de l'augmentation de la pression fiscale... Aller trop vite et trop bousculer, c'est de la souffrance humaine que l'on fabrique. Je crois que l'économie a au moins autant pour objet le honneur des hommes que leur richesse. »

« Il n'est pas raisonnable, dit M. Pompidou, de vouloir faire l'Europe et de réclamer l'Europe, de vouloir développer les échanges internationaux, de vouloir profiter de nos capacités d'exportation vers l'étranger et de vouloir toujours fermer les frontières dès que pour une raison ou pour une autre se manifeste une difficulté sur un marché précis (...). Ce genre de manifestation est fâcheux à tous égards et ne peut avoir que de mauvaises conséquences. »

« Ce type de contrat (avec garantie de pouvoir d'achat), c'est à la fois le meilleur et le pire. Le pire, si ça entraîne une espèce de circuit d'inflation et si une augmentation excessive des salaires entraîne une augmentation excessive des prix qui entraîne une nouvelle augmentation des salaires ou inversement. Une très bonne chose, d'un point de vue garantit aux travailleurs une croissance, un minimum de croissance de leur pouvoir d'achat. C'est à l'usage que nous pourrions apprécier la valeur de ce type de contrat. »

« La première des choses à faire, c'est de sauver ce qui existe encore de nature, de paysage français. Aux Français : on pourrait demander de ne pas dégrader la forêt, de ne pas dégrader le paysage, de ne pas commencer à le polluer par les plastiques et les papiers sales que l'on laisse un peu partout. »

« Le Président de la République est la clé de voûte de notre système. Par conséquent, il est souhaitable et normal que la majorité se calque plus ou moins sur la majorité présidentielle. Il y a intérêt à ce que tout le monde ne soit pas du même avis... »

« Je ne crois pas, répond M. Pompidou, qu'il y ait lieu d'appliquer les grandes doctrines politiques à ces élections qui ont, avant tout, pour objet d'assurer une bonne administration des villes. »

« Le problème régional doit être tenu entièrement en dehors des élections municipales qui ne le concernent pas. Mais il n'étudie pas le sujet. »

« Il y a des réformes à faire. Le Gouvernement les prépare et elles se feront, mais il faut penser d'abord à l'unité nationale. Il faut d'abord donner force aux cellules les plus près du peuple, commune, département, mais il y a un échelon régional qui s'impose aussi... Je ne suis pas favorable à une assemblée régionale élue au suffrage universel. »

Et le Chef de l'Etat de protester contre ce qu'il appelle un « procès d'intention ». « Il n'est pas, dit-il, un ennemi de la région et de la régionalisation dans les limites compatibles avec l'unité nationale. »

« Il ne s'agit pas, ajoute-t-il, d'entrer dans les billevesées d'irresponsables. »

On évoque encore la Loi Debré : « Il n'y aura pas de guerre de la laïcité, car tout cela est totalement démodé. La lutte de l'instituteur et du curé appartient de nos jours à la légende. »

« Le général de Gaulle n'appartient qu'à lui-même. Je ne reconnais à personne le droit de critiquer ma politique au nom du général de Gaulle. Quant à la légitimité, je la tiens de l'élection libre du peuple français qui m'a porté où je suis et devant qui seul je suis responsable. »

M. Jacques SOUSTELLE, ancien ministre : « Personne ne souhaite plus que moi la réconciliation de tous les Français, pourvu qu'elle s'accomplisse dans des conditions de dignité et de confiance réciproque. »

LA C. F. D. T. : « Le but recherché par le président de la République a été de se donner l'occasion de dresser une statue à son personnage et de le dépouiller de son air conservateur. »

M. Etienne FAJON, membre du bureau politique du P.C.F. : « L'histoire de l'Elysée franche à sa guise toutes les questions de gouvernement alors qu'il n'est responsable devant aucune assemblée représentative. Les démocrates trouveront là une raison supplémentaire de combattre un régime qui est à l'exact opposé de la démocratie. »

M. RENÉ TOMASINI, secrétaire général de l'U.D.R. :

« On ne réalise des réformes véritables qu'en partant des réalités et en respectant les hommes. C'est ce réalisme et cette humanité qui ont permis au président de la République d'accomplir ce qu'il a rappelé, notamment sur les plans économique et social, pour le mieux-vivre de tous. »

M. MAURICE LAURE, Président du parti radical-socialiste :

« Il s'agit d'une conférence d'expédition des affaires courantes. »

M. JEAN FOUDEMUNE, secrétaire général du Centre Démocratique et Progressif :

« Comment ne pas se féliciter du réalisme du Président de la République. Avec son autorité, il a mis fin aux guerres de religion de la supra-nationalité. Demain, l'Europe sera confédérale. Mais pour nous, ce n'est qu'une étape. »

les trajets terrestres, - la Bretagne saura le démontrer si la France continue de tenter par passivité à augmenter le sous-emploi en Bretagne. L'ami d'Hitler en comparaison des dizaines de millions d'Européens de l'est qui sont morts pour notre liberté?

Le Moyen-Orient? Oui ici le point de vue français semble humain, mais le pays n'y a pas d'intérêts dans un sens plus que dans l'autre et c'est une manière de faire la morale gratuitement.

Pour les salariés, la mensualisation dont nous-mêmes n'avons pas encore parlé, des échos d'ouvriers qualifiés et de petits techniciens semblent tout autres. Nous souhaitons des avis autorisés. Fermer nos frontières pour protéger nos productions? Allons, ce procédé-la est-il réservé aux plus favorisés au détriment du plus grand nombre de nos ressortissants : l'automobile par exemple ou les fonds publics et le chauvinisme jouent, en comparaison avec le stockage de beurre étranger, la vente de graisses sous le nom de beurre (nuisant ainsi doublement aux producteurs de l'hexagone) et l'importation d'oeufs d'un des pays du Marché Commun où sévissait la peste et pour cette raison se voyant interdit l'importation de ses oeufs dans tous les autres pays du Marché Commun. Ce ne sont pas des propos de conférence de presse pour une propagande de prestige, non ce sont des faits éloquentes dans leur cruelle vérité! d'autant plus qu'ils s'avèrent dans cet exposé l'émanation incontestable de la vérité terme sur lequel nous ne saurions trop insister. Les nationalistes-étatistes à l'hexagonale sont déjà du monde des fantômes, le bretonniste le plus obtus sait lui que l'abaissement des frontières économiques s'affirme d'une urgente nécessité - et que ceci sera payant pour tous les habitants de la communauté économique à laquelle il appartiendra. Encore politiquement les choses étant qu'elles sont, ne faudrait-il pas que des implantations d'usines ou des prêts "Européens" soient refusés en Bretagne par la Ve République comme cela s'est vu.

Nous avons déjà répondu aux autres questions.

La laïcité, c'est une façon facile de l'aborder et d'en traiter. A de plus compétents de traiter le sujet. Peut-être des lecteurs se signaleront-ils?

Propos divers in- $\frac{1}{2}$  colonne 4ième droite,

Soustelle. Ceci est de tous les temps et de tous les pays: "Réconciliation? Bien sûr du moment que c'est avec moi et mon groupe".

C.F.D.T. Le président aurait mieux fait d'agir que de se féliciter.

Fajon. Sans responsabilité devant aucune assemblée représentative. Ce serait exact en démocratie vraie.

Tomasini. Il y a les réalités passées (le centralisme par exemple) et les réalités présentes (les régions qu'on tue et l'Europe qui ne pourra guère attendre). Respecter les hommes? Dites d'abord la vérité.

Faure. En sachant se mettre en avant et taire des vérités douloureuses peut-être mais répare-t-on sans connaître?

Poudevigne. Avec les réalités présentes se fera l'avenir, il sera ce que mérite chacun : une Europe féodale (!) d'États-actuels-exclusifs ou une Famille Humaine Fédérale.

# réactions

## M. FAJON (P.C.) : « Muet sur les revendications des travailleurs »

« Sur tous les sujets abordés, le président de la République s'est fait l'avocat d'une politique conforme, non pas aux intérêts du pays, mais à ceux de la caste capitaliste qui le domine.

« Il continue, en fait, à subordonner la tenue d'une conférence de tous les Etats européens pour la sécurité du continent à l'accord ou au veto du Gouvernement ouest-allemand, en même

temps qu'il se prononce à nouveau pour une intégration toujours plus poussée des pays de l'Europe capitaliste et qu'il lui donne pour but l'établissement d'un gouvernement supranational...

« Contreint de reconnaître les difficultés économiques du capitalisme mondial, ainsi que la réalité de la vie chère et de l'accroissement du chômage en France, il a passé sous silence les responsabilités directes du pouvoir dans les hausses de prix, et il est resté muet sur les revendications pressantes des travailleurs.

« Dans tous les domaines, la politique exposée par le chef de l'Etat est aux antipodes de la nôtre. »

## M. SÉGUY : « Préoccupé de se mettre en valeur »

« On pouvait penser que le président de la République annoncerait au moins quelques mesures il entend prendre pour juguler la hausse des prix et l'inflation, éliminer le chômage, faire respecter les libertés syndicales. Il a préféré glisser prudemment sur ces problèmes cruciaux pour les travailleurs et il a donné l'impression d'être surtout préoccupé de se mettre en valeur. »

## M. ROUZIER (F.O.) : « Le plein emploi reste une préoccupation dominante »

« Le Président de la République a évoqué la situation économique en France. Certes, la conjoncture n'est pas aussi grave que certains l'affirment. Mais il est indispensable et urgent de relancer l'expansion en favorisant la consommation intérieure par une réelle revalorisation du pouvoir d'achat des bas salaires en priorité. Les mesures que le Gouvernement vient de prendre au travers d'une réduction de certains taux de la T.V.A. et du déblocage de certains crédits sont insuffisantes. La hausse du coût de la vie reprend une part trop importante des revalorisations obtenues sur les salaires et retraites. Le plein emploi reste une de nos préoccupations dominantes. »

## M. MALTERRE (C.G.C.)

M. André Malterre, président de la Confédération Générale des Cadres : « La déclaration du Président de la République sur la politique européenne a le grand mérite de la clarté. Son importance est telle qu'en raison même des éléments nouveaux qu'elle comporte, il appartient aux organismes confédéraux de définir, compte tenu des déclarations présidentielles, l'attitude de la C.G.C. »

M. Malterre souhaite que « le réalisme britannique permette l'inclusion de la Grande-Bretagne à l'intérieur de la C.E.E. »

En ce qui concerne la régionalisation, la C.G.C. rappelle qu'elle y est favorable « dans le respect bien entendu de l'unité nationale. »

## La C.F.D.T. : « De bons mots ne peuvent cacher le vide »

« Il apparaît que le but recherché par le président de la République a été de se donner l'occasion de dresser une statue à son personnage et de le dépouiller de son air conservateur.

« La mensualisation dont il s'est vanté ne correspond pas à celle que réclament les travailleurs bien avant qu'il en parle, et les ordonnances sur l'intéressement et l'actionariat n'ont jamais été considérées par les organisations syndicales comme pouvant régler les problèmes des travailleurs. C'est ce que démontre la gravité des conflits sociaux récents. Par contre, le président est resté muet sur la répression dans les entreprises.

« Pour le reste, quelques bons mots ne peuvent cacher le vide de ses déclarations. »

## La C.F.T.C. : des regrets

La C.F.T.C. exprime son regret que d'accent n'ait pas été mis sur les fâcheuses conséquences de l'insuffisance de coordination au niveau des communautés européennes sur des questions aussi importantes que la lutte contre l'inflation, la politique pétrolière et la régularisation des échanges internationaux. Elle regrette aussi « que des préoccupations qui devraient être prioritaires, telles que celles du logement et des catégories les plus défavorisées n'aient pas tenu davantage de place dans le débat. »

Par contre, la C.F.T.C. a enregistré avec intérêt l'annonce d'un nouvel effort en matière d'intéressement et de participation, mais aurait souhaité plus de vigueur dans la dénonciation des dangers de l'inflation et aussi que le problème des salaires ne soit pas limité à la question de l'échelle mobile.

## M. TOMASINI (U.D.R.) : « Une maîtrise impressionnante »

M. Tomasini, secrétaire général de l'U.D.R. :

« Je serais fort tenté de ne formuler aucun commentaire au sujet de la conférence de presse que vient de tenir M. le Président de la République tant les exposés comme les réparties se suffisent à eux-mêmes... Audacieux quand il fait le pari d'une forte expansion, prudent quand il met en garde contre le mauvais usage possible de certains contrats, moderne toujours, le chef de l'Etat a témoigné d'une maîtrise impressionnante des problèmes de l'actualité et du proche avenir. Elu des Français, comme il le rappelle, il est le continuateur du gaullisme. C'est par là qu'il est homme d'ouverture et de progrès. »

## M. Charles HERNU (CIR) : « Plus d'assurance que de précision »

M. Charles Henu, président du « Club des Jacobins » et membre du bureau politique de la Convention des Institutions républicaines :

« Le Président de la République s'est exprimé avec souvent plus d'assurance et d'humour que de précision. C'est le cas notamment pour l'Europe. La nation est sans doute il est vrai, la meilleure voie de passage à l'Europe, mieux que la région. Mais je regrette pour ma part que M. Pompidou n'ait pas répondu clairement en ce qui concerne le plan Werner. Ce plan doit s'appliquer intégralement. La France doit accepter une délégation de pouvoirs à l'organisme qui gèrera la future monnaie européenne. La constitution de l'Europe économique et politique oblige à créer un organisme économique doué d'un certain nombre de pouvoirs. »

Après les lignes de la page paire précédente relatives aux commentaires de personnalités diverses (fac-similé du Quotidien Rennais), voici quelques réflexions sur les réactions d'autres personnalités (fac-similé à la page précédente d'extraits des Quotidiens Nantais, éditions du lendemain du discours présidentiel).

Fajon, P. C.- Une condamnation sans appel, qui nous remet en mémoire d'autres paroles - celles d'un diplomate soviétique de grande renommée qui déclarait à Julian-Pierre Coraud en 1961 "Ne faites jamais rien contre De Gaulle" lequel semblait encore peu se soucier des problèmes du peuple breton malgré son célèbre "La France a des dettes envers la Bretagne". Pompidou aurait-il le don de décevoir des Algériens aux Bretons, des communistes aux fédéralistes? Séguy, C.G.T.- "Se mettre en valeur..." c'était aussi la politique de Louis-XIV, à l'antipode du patriotisme.

Rouzier, F. O.- Classes défavorisées, plein-emploi. Si seulement le plein-emploi n'était pas saboté dans les régions que l'administration défavorise.

Malterre, C.G.C.- Europe, Grande-Bretagne, Régions, que des mots vidés de leur sens, plus rien derrière dans un tel contexte.

C.F.D.T.- Il y a loin des bonnes paroles aux réalités de tous les jours. L'information quotidienne ne dément-elle pas l'optimiste assurance?

C.F.T.C.- Des regrets mesurés qui ne peuvent pas faire oublier la pseudo-police à l'hitlérienne dans des usines de notre connaissance avec de pseudo-syndicats qui déshonorent et leurs acteurs et leurs responsables. La CFTC et les autres organismes réellement syndicaux en sont conscients : que n'éclairent-ils mieux leurs adhérents à ce sujet ?

Tomasini, U.D.R.- Une mentalité plus de gorille que de militant sincèrement constructif.

Hernu, C.I.R.- C'est précisément le manque de précision dans ce discours que regrettera tout homme - ami ou adversaire - tout homme soucieux d'agir concrètement et efficacement.

---

Les Éditions STUDI + LABOUR (Étude et Travail), Nantes , dans leur Collection Vivante Actualité publient le présent Cahier dans la Série " A Dossier Ouvert " . Cette formule permet à toute personne physique ou morale de participer à compléter le Dossier. Il y a lieu d'adresser une enveloppe timbrée à l'imprimerie de l'Éditeur pour toute proposition : Studi + Labour, c/o Ker Arvor, 44 Loroux-Bott.

Ces Dossiers et les textes qui y figurent n'engagent que la signature de leurs auteurs. Il n'y a aucune tendance, l'esprit de tolérance qui honore traditionnellement les Celtes permet d'oeuvrer de cette façon en vue d'établir des rencontres de représentants de toutes les familles humaines. De la discussion jaillit la lumière dit-on.

Par exemple, les deux pages suivantes fournies par l'UDR de Loire-Atlantique traitent des problèmes sociaux présentés par le gouvernement.

Le Budget de 1971 vient d'être adopté par le Parlement.

Des MESURES SOCIALES très importantes ont été prises. Si importantes que "l'Opposition" a été, à leur sujet, d'une discrétion inhabituelle...!

Il nous appartient de vous les faire connaître. Vous jugerez mieux ainsi les efforts de solidarité nationale que s'impose le Gouvernement.

Les mesures sociales du Budget de 1971 sont axées sur 3 thèmes principaux :

- la Famille
- la Vieillesse
- la Santé

#### I.- FAMILLE

- La masse globale des prestations aux familles augmente de 11,9 %,
  - 1°) par l'augmentation de la base mensuelle du taux général des prestations, afin d'en maintenir le pouvoir d'achat;
  - 2°) par la création de prestations nouvelles;
  - 3°) par l'aménagement de prestations spéciales particulières.
- Allocations familiales nettement plus importantes à partir des 3ème et 4ème enfants. Cette mesure est prise en fonction d'un taux de démographie en baisse qui préoccupe sérieusement le Haut Comité de la Population.
- Le montant global des Allocations de maternité augmente de 35 %.
- Allocation de salaire unique. Actuellement cette allocation est versée à toutes les familles ne percevant qu'un seul salaire sans tenir compte du montant de ce salaire.

La réforme, déjà entreprise en 1970, prévoit que cette allocation sera dorénavant augmentée et réservée aux familles dont les revenus sont les plus modestes.

La politique familiale du Gouvernement est une politique de SOLIDARITE NATIONALE.

En 1971 l'allocation de salaire unique sera supprimée aux familles dont le revenu fiscal est supérieur à 4.000 francs par mois.

- Création d'une prestation spéciale en faveur des enfants orphelins.

C'est une allocation supplémentaire de 60 Frs par famille. Elle est doublée pour l'orphelin total.

Coût pour 1971 : 300 millions.

Notre député Benoit MACQUET a été l'un des principaux instigateurs de cette allocation.

- Création de nouveaux centres pour enfants inadaptés.
- Création d'une allocation pour familles dont un enfant est handicapé.

Coût : 300 millions de francs.

- Les nouvelles créations de crèches nécessiteront 187 millions de francs pour 1971.

COUT GLOBAL de ces mesures : 1 milliard 397 millions NF.

## II.- VIEILLESSE

- La totalité du montant des vignettes autos est affectée au Fonds National de Solidarité, soit 1.725 millions de francs.  
A noter que les charges de ce Fonds de Solidarité sont de 2.786 millions.
- Une vieille personne seule percevra un minimum de retraite de 10 Frs par jour.  
Un vieux ménage percevra un minimum annuel de 4.500 Frs.
- Suppression de l'impôt pour les petits retraités.

Il arrivait en effet que l'augmentation des retraites entraînait une augmentation des impôts sur le revenu. Dans certains cas le revenu net, impôts déduits, était inférieur au revenu avant augmentation de la retraite ou du moins réduisait dans de fortes proportions le bénéfice de l'augmentation.

## III.- SANTE

- Les hôpitaux absorbent 40 % du budget de la Sécurité Sociale.
- Une journée d'hôpital revient à 250 Frs en moyenne pour la Sécurité Sociale.
- La réforme hospitalière tend à :
  - améliorer la gestion
  - créer des hôpitaux intermédiaires.

## IV.- REFORME FISCALE

- Dégrèvement d'impôts pour les petits revenus.

Suppression des deux premières tranches d'imposition pour les revenus imposables qui ne dépassent pas les limites de la deuxième tranche.

- Fraude fiscale.

On a dit les députés de la Majorité contre le projet de loi de répression de la fraude fiscale.

NON, c'est faux ! Ils ont voulu et ils ont obtenu que les petits contribuables ne fassent pas les frais de ces contrôles. Il est en effet plus facile à un contrôleur doté de pouvoirs accrus de sanctionner le contribuable moyen que de s'attaquer à une société pouvant s'entourer d'experts et de conseillers.

C'est cela que les députés U.D.R. ont voulu éviter.

Par contre ils étaient parfaitement d'accord pour que la véritable fraude fiscale soit sévèrement sanctionnée. La loi prévoit une sanction très importante en plus du paiement des impôts rectifiés.

## C O R R I G E N D A

Page 6 -

Ligne 7 , lire non pas de report, mais le report.

Lignes 16 à 20 , au sujet des insertions du quotidien (page 7 partiellement, page 9 entièrement) il y a lieu de lire (toujours page 6) à la 18e ligne : non pas le mot intégralité mais de changer ainsi "l'essentiel de toute l'édition concernée du Quotidien Rennais" en maintenant la suite "- afin d'exprimer une présentation réellement objective".

A la 14e ligne, rectification à faire relative à la page II laquelle est une reproduction des quotidiens Nantais et non pas du quotidien Rennais.

Page 9 -

Fac-similé du quotidien Rennais exclusivement.

Page II -

Fac-similé des quotidiens Nantais exclusivement.

Page 8 -

La ligne tout en haut de page est mal imprimée pour une partie du tirage. En voici le texte :

(suite de la précédente page paire)

Le dernier mot de la 2e ligne est abstraites.

A la 12e ligne un mot mal écrit, lire légitimité.

Page 10 -

A la suite d'une faute technique, les premières lignes n'ont pas été imprimées. La page 10 débute ainsi:

(suite de la précédente page paire)

L'Espagne européenne via la France , et ceci contrebalançant les Républiques populaires?

Nous répondrons : d'abord la mer devient plus rapide que les trajets terrestres - la Bretagne saura le démontrer...

## A D D E N D A

Page 12 -

De remarquables améliorations pour les familles modestes, en faveur des enfants notamment des orphelins et aussi des handicapés.

Page 13 -

Le produit de la vignette automobile réservé aux personnes âgées. L'impopulaire vignette de l'ancien ministre socialiste Ramadier alla-t-elle toujours à son but déclaré?

Les Départements, la Sécurité Sociale, supportent des charges qui reviennent à l'Etat. Celui-ci loin de remplir ses obligations, n'a pas à s'en féliciter.

Puissent les fraudeurs être sanctionnés lourdement et indemniser en rapport leurs victimes et non pas une quelconque caisse étrangère à celles-ci.



skrid STUDI + LABOUR  
publishinghouse: Studies + Labour  
éditions Études + Travail  
Studium + Arbeit verlag

correspondence to be addressed to / adresse postale :  
Studi + Labour, c/o Ker-Arvor, Bzh-44 Loroux-B., via Nantes.

---

collection Vivante Actualité

Les États Généraux de la Renaissance Bretonne. Guidel, Mur-de  
Bretagne. Avec le concours de Aldrig Russon. 5Fr paru.  
Bretagne Intégrale, seule vraie Bretagne, par Julian P. Coraud  
10Fr en souscription.  
Aspects nationalistes des Communistes hexagonaux, par Erwan  
Yaouank. à paraître.

collection Tribune Libre Historique

La Cocarde Blanche, par Denis. 8Fr paru.  
Index Chronologique de l'Histoire de Bretagne, par J.P. Coraud  
à paraître.

collection théâtre

Tonton Jules, par Aimé Delrue. Comédie gaie.  
10Fr en souscription.

collection Vous Demain

Justice ? par Yo Coudrouze. à paraître.

collection A Dossier Ouvert

Moi et Pompidou, par Erwan Yaouank. à paraître.

périodiques

Actualités Nantaises, mensuel départemental de Loire-Atlantique.  
Bretontourist / Ergerzh, annuel ou semestriel officiel de l'Of-  
fice Breton du Tourisme.  
Bretonexpo, annuel documentaire de productions bretonnes.  
Ker-Arvor, rapport annuel de l'Union des Centres et Offices  
Bretons Ker-Arvor. Ker Arvor oeuvre en profondeur montrant  
au monde le vrai visage de la Bretagne.  
Taolenn, bulletin de la Bibliothèque Nationale de Bretagne.  
Véritable Bibliothèque Nationale de Bretagne, ainsi qu'en  
atteste le dépôt légal - effectivement depuis 1949 et confir-  
mé par les textes dès 1963.

